

ALGER

Extract of Alger républicain



<http://alger-republicain.com/Greve-et-sit-in-des-travailleurs.html>

Grève et sit-in des travailleurs de l'entreprise industrielle publique Leader Meuble (ex-Snlb) de Taboukert, Tizi

Publication date: vendredi 17 août 2012
Ouzou*

- Luttés sociales en Algérie -

Description:

Les travailleurs de Leader Meuble (ex-Snlb) de Taboukert, dans la wilaya de Tizi Ouzou, ont bouclé avant-hier leur 36e jour de grève par un sit-in de protestation devant le siège de la wilaya.

par Aziz ABBAS

in quotidien l'Expression

16.08.2012

--

L'avis d'Alger républicain sur cette question est donné ? la suite de cet article.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Les travailleurs de Leader Meuble (ex-Snlb) de Taboukert, dans la wilaya de Tizi Ouzou, ont bouclé avant-hier leur 36^e jour de grève par un sit-in de protestation devant le siège de la wilaya.

Dès la matinée, ils étaient près de 400 employés à s'être rassemblés devant l'entrée principale. En grève depuis le 10 juillet, le collectif des travailleurs radicalise ainsi son mouvement.

Cette action d'investir la rue une fois de plus a été initiée pour exiger et à tous les niveaux la satisfaction de leurs revendications.

Les travailleurs de « *Leader Meuble* » toujours en grève ont fait de leur mouvement une vraie démonstration sur la noble mission de la pratique syndicale.

Les grévistes ont, avant tout, décidé de mettre de côté leurs revendications initiales qui portent essentiellement sur l'amélioration de leurs salaires et leurs conditions socioprofessionnelles, en allant jusqu'au bout de leur cause pour exiger d'abord le départ de la personne par qui tout le scandale est arrivé.

En effet, pour rejoindre leurs postes et débloquer la situation, les travailleurs de l'usine posent une seule condition. « Le départ immédiat de la personne responsable du chaos dans lequel se retrouve la société », font-ils savoir.

La personne en question, est l'actuel directeur technique et de production, président de la section syndicale, président du comité de participation et membre du conseil national de l'Ugta.

Aux yeux de ces travailleurs, la personne en question est considérée comme étant « la cause principale de la crise que connaît Leader Meuble ».

« Nous sommes entrés en grève illimitée depuis 36 jours. Notre principale revendication n'est autre que le départ immédiat et sans condition aucune de l'actuel SG de la section syndicale », déclare un membre du collectif des grévistes.

« Ce responsable est à la tête du syndicat de l'entreprise depuis 20 ans et il est le responsable de la situation désastreuse de l'entreprise », poursuit-il.

Cette revendication a été réitérée dans le procès-verbal remis avant-hier à la presse où les travailleurs exigent « l'application de la loi 90/11, notamment l'article 97 pour la destitution du président du comité de participation et du secrétaire général du syndicat Ugta, en l'occurrence M.Lemmouchi en sa qualité de directeur technique et de production ».

Par ailleurs, les grévistes réclament la « régularisation des salaires des travailleurs de l'exécution et des agents de maîtrise à concurrence de 50% du salaire de base, comme celle octroyée pour les cadres supérieurs de l'entreprise et ce, avec effet rétroactif depuis 2009 ». Aujourd'hui, l'affaire dite « *Leader Meuble de Taboukert* », a failli passer sous silence n'était la radicalisation du mouvement de contestation des travailleurs qui ont recouru à la rue pour faire réagir les pouvoirs publics.

En effet, durant un mois, les pouvoirs publics n'ont pas réagi ou ne sont intervenus pour trouver une issue à l'impasse dans laquelle se retrouve cette usine.

Allant jusqu'au bout de leur détermination, les travailleurs n'ont pas hésité à recourir aux actions de rue comme ce fut le cas il y a une semaine où les grévistes ont improvisé une marche sur la RN12 depuis leur usine jusqu'au pont de Chaïb dans la localité de Mekla. Sur la même lancée, le lendemain, les travailleurs ont observé un sit-in au niveau de la zone industrielle de Oued Aïssi devant le siège de l'union locale de l'Ugta.

Ainsi, tout le monde est interpellé pour arracher leur usine des « griffes du diktat », s'écrient-ils.

Jusqu'à là, il ne restait aux travailleurs de cette unité de fabrication de meubles qu'à s'en remettre au wali en observant un rassemblement devant le siège de la wilaya.

Après s'être rendu sur place, les témoignages des travailleurs de cette société laissent perplexes. Toute la déroute qu'a connue cette usine est imputée, selon les travailleurs, à un seul homme. Celui qu'on nomme « lui ».

« *C'est lui qui fait la loi ici. Le directeur n'est qu'un épouvantail. Il a toujours intimidé et licencié les travailleurs* », témoigne un des plus vieux ébénistes qui a commencé à travailler dans cette usine depuis l'ouverture de l'entreprise en octobre 1978. Cette usine qui fut une unité de production rattachée à l'entreprise Enatb (Entreprise nationale d'ameublement et de transformation du bois) a connu des années de gloire.

Seulement, avec le temps tout est parti ou presque.

Des années durant, « tout était contrôlé par une seule personne, le président du syndicat de l'entreprise.

Il avait tout ce qu'il faut pour faire la loi. Il était toujours membre du comité national de l'Ugta. Il a recruté beaucoup de travailleurs de son village », racontent-ils. Des informations qu'on a pu vérifier.

Les explications du P-DG de « Leader-meuble »

Pour le P-DG de cette société, Amazouz Lounès, « *la société se retrouve dans une situation de blocage et ce sont les travailleurs qui vont perdre* ».

A cette allure et vu la gravité de la situation au sein de « Leader-Meuble », M. Amazouz estime que les travailleurs « n'ont d'autre choix que d'organiser une assemblée générale pour destituer cette personne qui dérange. Mais, il faut savoir que depuis longtemps, ces travailleurs l'ont élu à plusieurs reprises à la tête du CP et du syndicat ». M. Amazouz revient sur les origines du conflit.

Les conséquences de ce mouvement de grève risquent d'être encore plus graves sur l'avenir de l'entreprise. Aujourd'hui, tout est à l'arrêt, ce qui engendrera de sérieux problèmes même dans d'autres secteurs. L'entreprise est en passe de signer un gros marché, mais le risque dans de telles conditions est énorme. « *J'ai un marché de 200 milliards de centimes à signer avec la direction des oeuvres universitaires, mais à cette allure, j'hésite* » conclut, M. Amazouz.

La personne terrible...

La personne dont les travailleurs exigent le départ est le « *directeur technico-production, président du comité de participation (poste qu'il occupe depuis 1994, soit depuis 18 ans), président de la section syndicale de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), membre de conseil national de la centrale syndicale...* », indique notre source.

A cela s'ajoute qu' « étant directeur technico-production, en l'absence du P-DG, il remplace de facto ce dernier par intérim ! » nous explique-t-on. Jusque-là, il s'agit de postes qu'il occupe personnellement. Des postes qui lui procurent clairement un pouvoir absolu dans l'entreprise.

Contrairement au Code du travail, il a absolument tous les pouvoirs y compris celui de « sanctionner ». Les travailleurs le savent et c'est « le début d'une longue histoire d'asservissement, de licenciements, de mépris, d'exploitation. » témoignent-ils. « Ça peut paraître incroyable, mais c'est encore pire que ça ! », assure Farid, employé à Leader-Meuble depuis plus de 20 ans. En effet, d'une main de fer, l'homme règne sur l'entreprise comme un shérif !

L'appétit vient en mangeant... Dans ce petit patelin de Kabylie, à Taboukert dans la commune de Tizi-Rached, agonise l'une des plus grandes entreprises en Afrique... loin des yeux de l'État, mais entre les mains de ce qui s'avère aujourd'hui être « **la Mafia du bois** ».

Et le groupe « Wood-Manufacture » dans tout ça ?

Wood-Manufacture qui est la maison mère de Leader-Meuble, et qui dépend elle aussi du holding SGP, a fini par briser le silence et sortir de son mutisme...après une évolution vulgarisée.

La radicalisation du mouvement de protestation qui secoue cette société a fini par inquiéter à ce niveau. Désormais, le groupe prend le problème en charge, expliquent nos sources.

Déjà, il y a une semaine, deux représentants de « Wood-Manufacture » ont été dépêchés pour concilier les différentes parties et prendre connaissance de plus près des problèmes évoqués dans la plate-forme de revendications des grévistes.

« Au départ, les revendications étaient portées sur les salaires et autres améliorations des conditions socioprofessionnelles, mais de plus en plus le mouvement se radicalise », s'inquiètent les responsables de ce groupe.

En effet, les travailleurs, plus que jamais déterminés à aller jusqu'au bout de leurs revendications, ont décidé de ne « pas reprendre le travail tant que le président du comité de participation et de la section syndicale n'est pas déchu de ses postes », persistent sans hésitation aucune, les représentants des travailleurs.

L'attachement des travailleurs de « Leader Meuble » au principe de relancer leur société sur une nouvelle dynamique et avec un autre essor est sans ambiguïté. C'est ce qui rassure d'ailleurs les responsables du groupe et renforce en eux un vrai sens de disponibilité et de soutien à l'adresse des travailleurs contestataires.

Il s'avère finalement, que le groupe est prêt à régler tous les problèmes des travailleurs. « Nous sommes prêts à régler tous les problèmes posés et apporter des solutions sérieuses pour toutes les revendications des travailleurs », assure notre source du groupe Wood-Manufacture.

Mais le problème, admet-elle, s'est compliqué dès lors qu'il nécessite un règlement syndical.

L'union de wilaya de l'Ugta est dans une mauvaise posture

Etre directeur de la technico-production, parfois P-DG par intérim en même temps que président de la section

syndicale et du comité de participation, c'est toute l'inspection du travail et de l'Ugta ainsi que la société mère qui se retrouvent déculottées durant près de 20 ans.

Nos tentatives de joindre le président de l'union de wilaya de l'Ugta, Ramdani Bachir, afin de fournir des explications par rapport à une telle déconfiture syndicale et obstruction au Code de travail, sont restées vaines.

Aujourd'hui, face à la gravité de la crise qui secoue « Leader Meuble Taboukert, l'une des meilleures usines en Afrique, le collectif des travailleurs, membres de l'Ugta, ont frappé à toutes les portes.

Par ailleurs, on a appris que le patron de la centrale syndicale, Abdelmadjid Sidi Saïd, a ordonné le règlement de ce problème qui ne fait qu'aggraver la situation de la société et des travailleurs.

Après tout, « l'aspect syndical qui corse davantage le problème de cette société doit être levé dans l'immédiat », nous confie-t-on.

L'heure de vérité....

C'est aujourd'hui que la suite de ce mouvement de grève sera connue. Une assemblée sera organisée au sein de « *Leader Meuble* » pour à la fois destituer l'actuel président du CP et annoncer la satisfaction de leurs revendications. Il serait trop tôt de crier victoire pour ces travailleurs, car, disent-ils, « *on a tellement subi en déni qu'il demeure difficile de croire qu'un jour nous retrouvons nos droits et notre dignité* », dit un de ces travailleurs.

Tout compte fait, il seront présents aujourd'hui, le directeur général du groupe « *Wood-Manufacture* », Ali Slimani, le président de l'Union de wilaya de l'Ugta, Ramdani Bachir, l'inspecteur du travail de la wilaya de Tizi-Ouzou pour enfin satisfaire le droit de ces braves hommes qui ont sculpté depuis plus trente ans les plus belles planches de ce pays.

« *Leader Meuble* » est au coeur d'un scandale. Un scandale mis au jour après « plusieurs années de terreur qu'ont subi les travailleurs ». Ces derniers ont réussi à briser le silence et affronter la terreur pour se défendre et défendre leur société...

Depuis 36 jours maintenant, la grève illimitée proclamée par ces travailleurs a été majoritairement suivie et rien ne les arrêtera dans leur quête de justice pour recouvrer leurs droits d'une manière totale et détruire ce qu'ils appellent l'« **association de terreur** ».

* Le titre est de la rédaction d'Alger républicain

L'opinion de la rédaction d'Alger républicain :

Leader Meuble de Taboukert faisait partie de l'entreprise publique SNLB, un important acquis de l'industrialisation démantelé par le régime pour faire place au diktat des importateurs. La SNLB contribuait à satisfaire les besoins en meubles des ménages, des administrations et des entreprises. Les importateurs font maintenant la loi.

Les meubles qui étaient produits en Algérie sont massivement importés d'Europe mais aussi de Malaisie. La camelote a inondé le marché. **Une hémorragie de devises saigne l'économie algérienne. Les importations de**

meubles ont dépassé l'an dernier le chiffre faramineux de 200 millions de dollars.

Le savoir-faire industriel accumulé est détruit. **Des centaines d'ouvriers et d'ébénistes qualifiés ont été licenciés. Les producteurs privés n'ont pas été épargnés eux non plus. Là se trouve la véritable origine des problèmes de l'industrie de l'ameublement.**

On peut reprocher à de nombreux gestionnaires du secteur public leur attitude carriériste ou la corruption. Mais est-ce que le départ des petits chefs bornés et pleins de suffisance qui régissent le secteur va faire disparaître les problèmes du secteur public **si on ne s'attaque pas à leurs racines : la politique de libéralisation et la nature sociale d'un régime qui ne représente pas les intérêts des travailleurs et de la nation mais ceux d'une minorité d'exploiteurs et de trafiquants liés aux multinationales ?**

D'un autre côté il faut évidemment comprendre la réaction des travailleurs face à cette faune de faux syndicalistes. Nous n'avons pas toutes les données pour nous prononcer de façon sûre sur l'action des travailleurs. Qu'il y ait des erreurs ou non dans la conduite d'une grève et la formulation des revendications, ce qui est important c'est que les travailleurs se battent et secouent les cocotiers et qu'il faut les soutenir.

En elle-même, cette action est un signal d'alarme pour poser avec force le problème du devenir de l'industrie nationale et créer les conditions pour faire émerger une nouvelle catégorie de gestionnaires honnêtes complètement dévoués aux intérêts de la collectivité car il faut qualifier de corrompus tous les gestionnaires et de semer le pessimisme en répandant l'idée qu'il n'y a plus d'honnêtes gens dans le pays. Mais est-il besoin de paralyser une entreprise industrielle pour obtenir le départ d'un responsable « *syndical* » qui cumule toutes les fonctions incompatibles avec son mandat et méprise ceux qui l'ont élu ?

N'est-il pas plus raisonnable ou plus facile de provoquer une assemblée générale et de le remplacer démocratiquement quels que soient les appuis que lui apportent les autorités et la centrale syndicale « *maison* » UGTA ?

Alger républicain

17.08.12